

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 92

Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARCEL LÉGER

Ministre de l'environnement

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 0

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi a pour objet de constituer la Société québécoise d'assainissement des eaux.

La Société a pour objets:

1° de concevoir, construire, améliorer, agrandir et mettre en marche des ouvrages d'assainissement des eaux pour les besoins des municipalités et d'exécuter des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux;

2° d'exécuter des études de réfection des réseaux d'égout municipaux et d'autres études concernant les égouts municipaux et l'assainissement des eaux usées des municipalités.

La Société réalise ses objets dans le cadre d'un programme d'assainissement des eaux élaboré en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement et approuvé par le gouvernement.

La Société ne peut réaliser ses objets relatifs aux ouvrages d'assainissement des eaux qu'à la demande d'une municipalité qui a préalablement conclu une convention à cette fin avec le gouvernement.

La Société peut néanmoins réaliser ces objets à la demande du ministre de l'environnement en application de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de sept membres nommés par le gouvernement, dont deux proviennent du secteur de l'administration municipale.

Le financement des ouvrages de la Société s'effectue principalement par le biais d'emprunts qu'elle contracte, lesquels sont remboursés par des versements du gouvernement et des municipalités intéressées, le gouvernement en assurant toutefois le paiement.

La Société dispose d'un délai, soit jusqu'au 31 décembre 1990, pour entreprendre des ouvrages d'assainissement des eaux et des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux.

Projet de loi n° 92

Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«municipalité»: une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, de même que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec, la Communauté régionale de l'Outaouais ou une régie intermunicipale constituée en vertu du Code municipal ou de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19);

«ouvrages d'assainissement des eaux»: les intercepteurs d'égout, les équipements d'épuration des eaux usées, les diffuseurs, les émissaires d'évacuation et les installations accessoires.

SECTION II

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

2. Une corporation, ci-après appelée «Société», est constituée sous le nom de «Société québécoise d'assainissement des eaux».

3. La Société est une corporation au sens du Code civil. Elle exerce tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre de ceux que la présente loi lui confère.

4. La Société a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement.

Un avis de la situation ou du changement du siège social de la Société est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

5. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de sept membres nommés par le gouvernement, dont deux proviennent du secteur de l'administration municipale.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un mandat n'excédant pas cinq ans.

6. Le gouvernement désigne, parmi les personnes qu'il nomme en vertu de l'article 5, le président et le vice-président du conseil d'administration et le directeur général de la Société.

7. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail du directeur général de la Société.

Les membres du conseil d'administration de la Société autres que le directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit, selon les normes fixées par le gouvernement, à une allocation de présence et au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

8. À la fin de leur mandat, les membres du conseil d'administration de la Société demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.

9. Sauf dans le cas du président du conseil d'administration et du directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

10. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président du conseil d'administration, le vice-président agit comme président jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président ou pendant que dure son incapacité.

11. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du directeur général, le gouvernement peut nommer, pour exercer ses fonctions pendant la période non écoulée de son mandat ou pendant que dure son incapacité, une personne dont il fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail.

12. Le directeur général est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

Il exerce ses fonctions à plein temps.

13. Le président du conseil d'administration et le directeur général ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation, à condition d'y renoncer ou d'en disposer avec toute la diligence possible.

Tout autre membre du conseil d'administration ayant un intérêt direct ou indirect dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président du conseil d'administration et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

14. Le quorum du conseil d'administration est de quatre membres dont le président ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

15. La Société peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations.

Le secrétaire et les autres employés de la Société sont nommés et rémunérés selon les normes et barèmes et en fonction du plan d'effectifs établis par règlement de la Société.

16. Les règlements de la Société entrent en vigueur sur approbation du gouvernement.

17. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Société ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont certifiés par le secrétaire.

SECTION III

OBJETS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ

18. La Société a pour objets, conformément aux dispositions de la présente loi:

1° de concevoir, construire, améliorer, agrandir et mettre en marche des ouvrages d'assainissement des eaux pour les besoins

des municipalités et d'exécuter des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux;

2° d'exécuter des études de réfection des réseaux d'égout municipaux; et

3° d'exécuter d'autres études en matière d'égout et d'assainissement des eaux préalablement à la conclusion d'une entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21.

19. La Société réalise ses objets dans le cadre d'un programme d'assainissement des eaux élaboré en vertu de l'article 2 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et approuvé par le gouvernement.

20. La Société peut s'associer ou contracter avec toute personne pour la réalisation de ses objets.

21. La Société ne peut réaliser les objets visés dans le paragraphe 1° de l'article 18 que si une municipalité lui en fait la demande et si cette municipalité a préalablement conclu une convention à cette fin avec le gouvernement.

Cette convention doit notamment décrire les ouvrages d'assainissement des eaux ou les travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux à réaliser et prévoir les obligations financières des parties.

La Société conclut ensuite avec la municipalité une entente visant les ouvrages d'assainissement des eaux ou les travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux décrits dans la convention conclue en vertu du premier alinéa.

22. L'entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21 doit notamment prévoir que les ouvrages d'assainissement des eaux construits, améliorés ou agrandis et les terrains acquis à ces fins seront cédés à la municipalité selon les conditions déterminées par les parties.

23. Malgré l'article 21, la Société peut réaliser les objets visés dans le paragraphe 1° de l'article 18 dans le cas où le ministre de l'environnement le lui demande en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 113 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

24. La Société n'exécute les études prévues dans les paragraphes 2° et 3° de l'article 18 que si le ministre de l'environnement le lui demande.

Le ministre transmet copie de ces études aux municipalités concernées.

25. La Société peut exploiter les ouvrages d'assainissement des eaux qu'elle construit, améliore ou agrandit, jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge par une municipalité.

26. La Société peut acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble ou droit réel requis pour la réalisation de ses objets.

27. La Société doit adjuger ses contrats par soumission publique dans les cas et suivant les conditions prévus par règlement du gouvernement.

28. Le gouvernement peut faire des règlements pour:

1° établir des conditions concernant les contrats conclus par la Société et déterminer les cas où elle doit les adjuger par soumission publique;

2° prescrire le contenu minimal des ententes visées dans le troisième alinéa de l'article 21.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

SECTION IV

FINANCEMENT

29. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions qu'il détermine.

||**30.** Le gouvernement verse à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour le remboursement, au fur et à mesure des échéances, du capital et des intérêts de tout emprunt contracté en vertu de l'article 29.

Le gouvernement doit soustraire de toute somme à être versée en vertu du premier alinéa, tout paiement effectué à la Société par une municipalité en vertu d'une entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21.||

||**31.** Le gouvernement peut:

1° garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt temporaire ou autre obligation temporaire, contracté par la Société;

2° autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi,

à un taux d'intérêt, pour un laps de temps qui ne peut excéder deux ans et aux autres conditions que détermine le gouvernement;

3° autoriser, aux termes et conditions qu'il détermine, le ministre des finances à constituer en faveur de la Société un fonds de roulement, n'excédant pas 500 000 \$ pour les déboursés nécessaires à l'exécution des objets de la Société.]]

32. La Société doit employer les sommes d'argent qu'elle obtient en vertu des articles 29 et 30 pour l'accomplissement des objets visés dans l'article 18. Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'observance du présent article qui ne peut être invoqué par eux ni contre eux.

[[**33.** Les sommes requises pour l'application de l'article 31 sont prises à même le fonds consolidé du revenu.]]

34. Les sommes reçues en vertu du premier alinéa de l'article 30 et en vertu de toute entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21 sont affectées au remboursement du capital et au paiement des intérêts des emprunts de la Société.

35. Toutes les dépenses d'administration et autres frais engagés par la Société pour la réalisation de ses objets sont capitalisés dans le coût des ouvrages d'assainissement des eaux, des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux et des études qu'elle exécute en vertu de l'article 18.

[[**36.** Tous les intérêts de placement et autres revenus de la nature d'un profit reçus par la Société sont versés annuellement au fonds consolidé du revenu.]]

SECTION V

COMPTES ET RAPPORTS

37. L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

38. La Société doit, dans les quatre mois de la fin de chaque exercice financier, faire au ministre de l'environnement un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

39. Le ministre de l'environnement dépose le rapport de la Société devant l'Assemblée nationale dans les trente jours sui-

vant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

La Société doit en outre fournir au ministre de l'environnement tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

40. La Société doit faire approuver par le gouvernement son plan de développement.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur générale du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

41. Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, par le vérificateur général ou par un vérificateur désigné par le gouvernement. Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport annuel de la Société visé dans l'article 38.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

42. Malgré toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, une municipalité peut conclure une convention et une entente visées dans l'article 21 et ce, sans demander de soumissions publiques.

43. Le directeur général et les employés de la Société sont assujettis à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10).

44. Le ministre de l'environnement est chargé de l'application de la présente loi.

45. La Société ne peut entreprendre la construction, l'amélioration ou l'agrandissement des ouvrages d'assainissement des eaux ni l'exécution des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux visés dans le paragraphe 1° de l'article 18 après le 31 décembre 1990.

46. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.